

# Contre «l'État défaillant», il faut des actes, pas des paroles

**ÉDITORIAL**  
**ALAIN NARINX**

**D**eux mois après les attentats, la Belgique n'arrive pas à se départir de l'image encombrante d'un «failed state» (État défaillant), non seulement aux yeux de l'étranger mais, de plus en plus, aux yeux de ses propres citoyens. Le délabrement des prisons, la délinquance de la Justice et les manquements dans la détection de la menace terroriste sont les trois derniers exemples d'un mal profond. Des infrastructures en défaut (tunnels bruxellois, centrales nucléaires...), des services publics peu perfor-

mants (les clients de la SNCB peuvent témoigner), une crise sociale (le pays s'apprête à vivre au rythme de nouvelles manifestations et grèves), une croissance molle... Dans un pays où citoyens et entreprises sont quasiment les plus taxés au monde, le bilan n'est effectivement pas glorieux.

Le Premier ministre Charles Michel est sur la défensive. Selon les sondages, sa majorité politique n'existe virtuellement plus. Les citoyens perdent confiance. Ils ne croient pas, par exemple, aux bienfaits du «tax shift», la pièce maîtresse de l'action gouvernementale des derniers mois. Charles Michel minimise, pointe certains bons résultats (comme l'augmenta-

tion de l'emploi ou l'amélioration des comptes budgétaires), renvoie à d'autres responsabilités (celles des gouvernements passés ou des entités fédérées) et appelle au positivisme. Il a en partie raison. La sinistrose est excessive. Tout ne va pas mal. La Belgique n'est pas un État défaillant. Mais elle est un État évanescent.

Pour redorer l'image du Royaume, il faudra bien plus qu'un stand à Tomorrowland ou un tapis de fleurs à Tokyo. Pour convaincre les investisseurs et les touristes étrangers, mais aussi les citoyens belges, les paroles ne suffisent pas. Elles doivent être précédées d'actes probants. Ce qu'il faut à la Belgique,

ce sont des solutions concrètes, des changements tangibles et rapides. À quand un vrai plan pour la mobilité à Bruxelles? À quand une vraie stratégie énergétique? À quand un vrai plan de modernisation de la Justice? À quand une fiscalité plus juste? Il faut du souffle, de l'ambition, de la vision. Quitte à se distancer d'une orthodoxie budgétaire aveugle. Après seulement, il sera temps d'emballer un joli «plan com». On ne résoudra évidemment pas tous les problèmes du jour au lendemain. Mais Charles Michel et l'ensemble des gouvernements du pays doivent enclencher la vitesse supérieure.